94B503

Copie certifiée conforme à l'original

COMPAGNIE D'IMMOBILIER
Société Anonyme au Capital de 250.000 Frs

85, Cours Pierre Puget
13006 MARSEILLE

R.C.S. 394 232 300

droits : 230
IR+Majo : 25

16 761 1

11901

Deux cent cinquante cinq euros

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE ANNUELLE

timbres : 36
IR+Majo : 2

L'an deux mille un,

Trente Huit euros

Le 19 Décembre,

4 3 à 3 euros

A 10 H,

Les actionnaires de la Société COMPAGNIE D'IMOBILIER, Société Anonyme au capital de 250.000,00 Frs, divisé en 500 actions de 500,00 Frs chacune, dont le siège est 85, Cours Pierre Puget - 13006 MARSEILLE, se sont réunis en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle, sur convocation du Conseil d'Administration selon lettre remise en mains propres le 3 Décembre, à chaque actionnaire.

Il a été établi une feuille de présence, qui a été émargée par chaque actionnaire présent, au moment de son entrée en séance, tant à titre personnel que comme mandataire ; les pouvoirs des actionnaires représentés ont été annexés à la feuille de présence.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Christophe DEMARET, en sa qualité de Président du Conseil d'Administration.

La feuille de présence certifiée exacte par les membres du bureau, permet de constater que les actionnaires présents ou représentés possèdent 500 actions sur les 500 actions ayant le droit de vote.

L'Assemblée réunissant plus que le quorum du quart requis par la loi, est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Cabinet MAZARS ET GUERARD, Commissaire aux Comptes, régulièrement convoqué, est absent et excusé.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Lecture du rapport du Conseil d'Administration.

1 sp

- Augmentation de capital de 1.887,75 Euros par incorporation de réserves pour 1.524,49 Euros et de report à nouveau pour 363,26 Euros et conversion de celui-ci en Euros, qui s'élève désormais à 40.000 Euros.

- Transfert du siège social initialement situé 85, Cours Pierre Puget 13006 Marseille et désormais 87, Cours Pierre Puget 13006 Marseille.

- Modification corrélative des statuts,

- Questions diverses.

- Pouvoirs pour accomplissement des formalités.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- La copie des lettres de convocation adressées aux actionnaires et au Commissaire aux comptes.

- La feuille de présence, les pouvoirs des actionnaires représentés, et la liste des actionnaires.

- Les formulaires de vote par correspondance.

- Le texte du projet des résolutions qui seront soumises à l'Assemblée.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux actionnaires et au Commissaire aux comptes, ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Il est ensuite donné lecture à l'Assemblée du rapport de gestion établi par le Conseil d'Administration, puis du rapport général et du rapport spécial du Commissaire aux comptes.

Cette lecture terminée, le Président déclare la discussion ouverte.

Diverses observations sont échangées, puis personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu le rapport du Conseil d'Administration et constaté que le capital social était entièrement libéré, décide d'augmenter le capital social de 1.887,75 Euros pour le porter ainsi à 40.000 Euros par incorporation de réserves pour 1.524,49 Euros et de report à nouveau pour 363,26 Euros.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide de procéder au transfert de son siège social anciennement situé au 85, Cours Pierre Puget 13006 Marseille, et désormais au 87, Cours Pierre Puget 13006 Marseille

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire décide de procéder au changement de siège social en modifiant l'article 4 (quatre) des statuts dont la rédaction sera désormais la suivante :

SIEGE SOCIAL - SUCCURSALES :

Le siège de la Société est à Marseille 13006 - 87, Cours Pierre Puget

Le reste de l'article est sans changement.

L'Assemblée Générale Extraordinaire décide de modifier l'article 7 (sept) des statuts dont la rédaction sera désormais la suivante :

CAPITAL SOCIAL :

Le capital social est fixé à la somme de 40.000 Euros. Il est composé de 500 actions de 80 Euros chacune, entièrement libérées.

Le reste de l'article est sans changement.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait certifié conforme du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales de dépôt de publicité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.

LE PRESIDENT

Christophe DEMARET

LE SCRUTATEUR

Emilio PERALES

COMPAGNIE D'IMMOBILIER

Société Anonyme au Capital de 40.000 Euros

Siège Social : 87, Cours Pierre Puget – 13006 MARSEILLE

RCS MARSEILLE : 394 232 300

CERTIFIE CONFORME

STATUTS

STATUTS MODIFIES ET MIS A JOUR EN DATE DU 19 DECEMBRE 2001

LES SOUSSIGNÉS:

-Monsieur Christophe DEMARET
Né le 24 Juin 1968 à Marseille
Demeurant 76 Rue Breteuil 13006 Marseille
Célibataire

- Mademoiselle Barbara SEIGUE
Née le 7 Fevrier 1972 à Marseille
Demeurant 11 Rue Frederic Chevillon 13001 Marseille
Célibataire

- Madame Véronique ROSENFELD
Née le 7 Décembre 1966 à Valencienne
Demeurant 36 38 Boulevard Vauban 13006 Marseille
Mariée sous le Régime de la séparation des Biens

- Mademoiselle Sandrine ARLES
Née le 9 Octobre 1967 à Marseille
Demeurant 109 Rue Jean Mermoz 13008 Marseille
Célibataire

- Monsieur Cyril GUEZ
Né le 10 Juin 1968 à Marseille
Demeurant 50 Boulevard Rodoccanachi 13008 Marseille
Célibataire

- La Société SAGIT Investissement SARL au Capital de 50.000 Frs , ayant son siège social à la Ciotat 13600 ,18 Rue Maréchal Foch immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Marseille sous le N° 377 815 600 représentée par Monsieur DEMARET , agissant es qualité de Gérant , spécialement Habilité aux fin des présente en vertu d'une délibération en date du 14 Fevrier 1994.

- La Société Paysages et Jardins du Sud Est SARL au Capital de 50.000 Frs , ayant son siège social à Marseille 11 Rue Frédéric Chevillon 13001 Marseille immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Marseille sous le N° 391 487 501 représentée par Monsieur Emilio PERALES agissant es qualité de Gérant , spécialement habilité aux fins des présentes en vue d'une délibération en date du 15 Février 1994

ont établi, ainsi qu'il suit , les statuts de la Société Anonyme devant exister entre eux.

SA CG A

TITRE I

FORME - DENOMINATION - OBJET
SIÈGE - DURÉE

Article 1 - **Forme**

Il existe ,entre les propriétaires des actions créees ci-après et de toutes celles qui le seraient ulterieurement , une Société Anonyme régie par les Lois et Règlements en vigueur notamment par la Loi du 24 Juillet 1966, ainsi que par les présents statuts.

Article 2 - **Denomination**

La dénomination social est :

COMPAGNIE D'IMMOBILIER

Dans tous les actes et documents de la Société et destinés aux tiers,la dènomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots"Société Anonyme" ou des initiales S.A et de l'énociation du Capital social.

Article 3 - **Objet**

La Société a pour objet ,en France et dans tout pays:

L'exploitation de Cabinet de Gestion Immobilière,de Transaction,la création , l'acquisition ,la vente ,l'échange,la prise à bail, la gérance , de tout immeuble bâtis ou non, et ce pour le compte de tiers ,la transaction d'immeubles, bureaux, entrepots, locaux commerciaux, la recherche de locataires ,la mise en location, la gérance de toute société civile ou commerciale,l'activité de syndic de copropriété ou de mandataire d'associations Syndicales ou Foncières la prise de participation dans toutes société sous quelques formes que ce soit, toute prise d'intéret directe ou indirecte dans toute affaire,société,syndicat groupement etc... pouvant se rattacher aux opérations ci-dessus.
Généralement toutes opérations industrielles,commerciales ou financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptible d'en facilter l'extension ou le développement.

CD SA CG

Article 4 – **Siège Social - Succursales**

Le siège de la Société est à Marseille 13006 – 87 Cours Pierre Puget 87

Il peut être transféré en tout endroit du même département ou dans un département limitrophe par simple décision du Conseil d'Administration, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires et partout ailleurs en vertu d'une Décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires sous réserve des dispositions légales en vigueur.

Le Conseil d'Administration a la faculté de créer des agences, usines et succursales partout où il le jugera utile.

Article 5 – **Durée – Année Sociale**

1 – La durée de la Société est de cinquante années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

2 – L'année sociale commence le 1er janvier et finit le 31 décembre

Exceptionnellement, le premier exercice social comprend le temps écoulé depuis l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 31 décembre 1994.

En outre les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

TITRE II

CAPITAL – ACTIONS

Article 6 – **Formation du Capital**

Toutes les actions d'origine formant le capital initial représentent des apports en numéraire et sont libérés d'une partie de leur valeur nominale ainsi qu'il résulte du certificat de la Banque LA HENIN Agence du Prado dépositaire des fonds, établi le 1er Mars 1994 sur présentation de la liste des actionnaires mentionnant les sommes versées par chacun d'eux, certifiée sincère et véritable par Monsieur DEMARET, fondateur.

La somme totale versée par les actionnaires, soit 62.500,00 Francs, a été déposée au compte n° 1.102.793.96.5 de ladite banque.

Article 7 – **Capital social**

1 – Le capital social est fixé à la somme de 40.000 Euros. Il est composé de 500 actions de 80 Euros chacune, entièrement libérées.

2 – Chaque administrateur doit être propriétaire d'un nombre d'actions fixé à trois.

Article 8 – **Augmentation du capital social**

Le capital social est augmenté par tous moyens et selon toutes modalités prévues par la Loi.
L'Assemblée Générale Extraordinaire, sur le rapport du Conseil d'Administration, est seule compétente pour décider l'augmentation du capital.
Les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel.
Le droit à l'attribution d'actions nouvelles aux actionnaires, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission, appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

Article 9 – **Libération des actions**

Les actions souscrites en numéraire doivent être obligatoirement libérées d'un quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription et le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.
La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur décision du Conseil d'Administration dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive.
Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs par lettre recommandée avec accusé de réception expédiée quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement. Les versements sont effectués, soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué à cet effet.
Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit et sans qu'il soit la peine de procéder à une formalité

quelconque ,le paiement d'un intérêt au taux légal, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la Loi.

Article 10 - **Reduction - Amortissement du capital social**

La réduction du capital est autorisée ou décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire qui peut déléguer au Conseil d'Administration tous pouvoir pour la réaliser. En aucun cas, elle ne peut porter atteinte à l'égalité des actionnaires.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal à ce montant minimum , sauf transformation de la Société en Société d'une autre forme.
En cas d'inobservation de ces dispositions , tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société.
Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution , si au jour où il statue sur le fond , la régularisation a eu lieu.
Le capital peut être amorti conformément aux dispositions de la Loi.

Article 11 - **Formes d'actions**

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et règlementaires en vigueur .

Ces comptes individuels peuvent être des comptes " nominatifs purs " ou des comptes " nominatifs administrés " au choix de l'actionnaire.

Article 12 - **Indivisibilité des actions**

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société . Les copropriétaires indivis d'action sont représentés aux Assemblées Générales par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix .A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire , celui-ci est désigné par Ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande à la demande du copropriétaire le plus diligent.
Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans les Assemblées Générales Ordinaires et au nu-propriétaire dans les Assemblées Extraordinaires. Cependant, les actionnaires peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote aux Assemblées Générales. En ce cas , il devront porter leur convention à la connaissance de la Société par lettre recommandée

CP SA CG

adressée au siège social , la société étant tenue de respecter cette convention pour toute Assemblée Générale qui se réunirait après l'expiration d'un délais d'un mois suivant l'envoi de la lettre recommandée , le cachet de la poste faisant foi de la date d'expédition.
Le droit de l'actionnaire d'obtenir communication de document sociaux ou de les consulter peut également être exercé par chacun des copropriétaires d'actions indivises , par l'usufruitier et le nu-propriétaire d' actions.

Article 13 - **Cession et transmission des actions**

1- La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social.
La cession des actions s'opère , à l'égard des tiers et de la société, par un ordre de mouvement de compte à compte signé du cédant ou de son mandataire . Le mouvement est mentionné sur les registres .
La transmission des actions ,à titre gratuit , ou en suite de décès s'opère également au moyen d'un ordre de mouvement de compte à compte mentionné sur le registre des mouvements de titres sur justification de la mutation dans les conditions légales

2- Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés. En cas d'augmentation de capital , les actions sont négociables à compter de la réalisation définitive de celle-ci.
Les mouvements de titres non libérés des versements exigibles ne sont pas autorisés.

3- Sauf en cas de succession , de liquidation de communauté de bien entre époux ou de cession , soit à un conjoint , soit à un ascendant ou à un descendant ,la cession d'action à un tiers à quelque titre que ce soit est soumise à l'agrément préalable du Conseil d'Administration.
A cet effet , le cedant doit notifier à la société une demande d'agrément indiquant l'identité du cessionnaire , le nombre d'actions dont la cession est envisagée et le prix offert . L'agrément résulte d'une notification émanant du Conseil , soit du défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande..
En cas de refus d'agrément du cessionnaire proposé et à moins que le cédant décide de renoncer à la cession envisagée, le Conseil d'Administration est tenu dans le délais de trois mois à compter de la notification du refus , de faire acquérir les actions soit par un actionnaire ou par un tiers , soit par la Société en vue d'une réduction du capital , mais en ce cas , avec le consentement du cédant.
Cette acquisition a lieu moyennant un prix qui , à défaut d'accord entre les parties , est déterminé par voie d'expertise dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil.
Si , à l'expiration du delais de trois mois ci-dessus prévu , l'achat n'est pas réalisé,l'agrément est considéré comme donné. Toutefois , ce délais peut être prolongé par décision de justice à la demande de la Société.

CD SA CG

B A

4- Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes cessions à un tiers même aux adjudications publiques en vertu d'une Ordonnance de justice ou autrement.

5- En cas d'augmentation de capital par emission d'actions de numéraire, la cession des droits de souscription est soumise à l'autorisation du Conseil dans les conditions prévues au 3 ci-dessus.

6- La cession de droit à l'attribution d'actions gratuites , en cas d'incorporation au capital de bénéfices , réserves ,provisions ou primes d'emission ou de fusion, est assimilée à la cession des actions gratuites elles-même et doit donner lieu à demande d'agrément dans les conditions définies au 3 ci-dessus.

Article 14- **Droits et obligations attaches aux actions**

1- Chaque action donne droit , dans les bénéfices et l'actif social , à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente et donne droit au vote et à la représentation dans les Assemblées Générales, dans les conditions fixées par la Loi et les statuts .

2- Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.
Sous réserve des dispositions légales et statutaires , aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagement.Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.
La possession d'une action comporte de plein droit adhésion aux décisions de l'Assemblée Générale et aux présents statuts. La cession comprend tous les dividendes échus et non payés et à échoir , ainsi éventuellement que la part dans les fonds de réserve , sauf disposition contraire notifiées à la société .
Les Héritiers , créanciers , ayant droit ou autres représentants d'un actionnaire ne peuvent , sous quelque prétexte que ce soit , requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents sociaux , demander le partage ou la licitation de ces biens , ni s'immiscer dans l'administration de la Société. Ils doivent , pour l'exercice de leurs droits , s'en rapporter aux inventaires sociaux et au décisions de l'Assemblée Générale.

3- Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange , de regroupement ou d'attribution de titres , ou lors d'une augmentation ou d'une réduction de capital, d'une fusion ou de toute autre opération,les actionnaires possédant un nombre d'action inférieur à celui requis , ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle de l'obtention du nombre d'actions requis.

CD SA CG

TITRE III

ADMINISTRATION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

Article 15- CONSEIL D'ADMINISTRATION

1- Composition

La Société est administrée par un Conseil d'administration de trois membres au moins et de douze au plus ou de quinze au plus,si les actions de la Société viennent à etre admises à la cote officielle d'une bourse de valeurs,sous réserve de la dérogation légale prévue en cas de fusion.

Les administrateurs sont nommés ou renouvelés dans leurs fonctions par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires qui peut les révoquer à tout moment.

Toutefois, en cas de fusions ou de scission, la nomination des administrateurs peut être faite par l'Assemblée Génerale Extraordinaire.

Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Les administrateurs personnes morales sont tenus lors de leur nomination de désigner un representant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'il était administrateur en son nom propre,sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il represente. Ce mandat de représentant permanent lui est donné pour la durée de celui de la personne morale qu'il représente; il doit être renouvelé à chaque renouvellement de mandat de celle-ci.

Lorsque la personne morale révoque son représentant,elle est tenue de notifier cette révocation à la Société,sans délai par lettre recommandée et de désigner selon les mêmes modalités un nouveau représentant permanent;il en est de même en cas de décès ou de démission du représentant permanent.

Un administrateur personne physique ne peut appartenir simultanément à plus de huit Conseils d'administration ou Conseils de surveillance de Société Anonymes ayant leur siége en France métropolitaine,sauf les exceptions prévues par la Loi.

Tout administrateur personne physique qui lorsqu'il accède à un nouveau mandat se trouve en infraction avec les dispositions de l'alinéa précédent, doit, dans les trois mois de sa nomination, se démettre de l'un de ses mandats.A défaut,il est réputé s'être démis de son nouveau mandat.

CD SA CG VA

Un salarié de la Société ne peut être nommé administrateur que si son contrat de travail est antérieur de deux années au moins à sa nomination et correspond à un emploi effectif.Le nombre des administrateurs liés à la Société par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des administrateurs en fonctions.

La condition d'ancienneté du contrat de travail n'est pas requise si la Société n'a pas elle-même deux années d'existence.

2 - **Limite d'âge -Durée des fonctions**

Nul ne peut être nommé administrateur si ,ayant dépassé l'âge de soixante-dix ans, sa nomination a pour effet de porter à plus du tiers des menbres du Conseil le nombre d'administrateurs ayant dépassé cet âge.Le nombre des administrateurs ayant dépassé l'âge de soixante -dix ans ne peut excéder, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire.

La durée des fonctions des administrateurs est de six années;elle expire à l'issue de l'Assemblée qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire leur mandat.Les administrateus sont toujours rééligibles.

3 - **Vacances - Cooptation**

En cas de vacances par décés ou démission d'un ou plusieurs sièges d'adminisrateurs le Conseil d'administration peut, entre deux Assemblées Générales, procéder à des nominations à titre provisoire.

Toutefois s'il ne reste plus qu'un seul ou que deux administrateurs en fonctions, celui-ci,ou à défaut le ou les Commisaires aux Comptes, doivent convoquer immédiatement l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires à l'effet de compléter l'effectif du Conseil.

Les nominations provisoires effectuées par le Conseil d'administration sont soumises à la ratification de la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire. A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis antérieurementpar le Conseil n'en demeurent pas moins valables.

L'administrateur nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonctions que pendant le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Article 16 - **ACTIONS D'ADMINISTRATEURS**

Chaque administrateur doit être propriétaire d'actions dont le nombre est fixé à l'article 7.

CD SA CG A

Si au jour de sa nomination un administrateur n'est pas propriétaire du nombre d'actions requis ou si en cours de mandat il cesse d'en être propriétaire, il est réputé démissionnaire d'office s'il n'a pas régularisé sa situation dans un délai de trois mois.

Article 17 - **BUREAU DU CONSEIL**

L e conseil d'administration élit, parmi ses menbres personnes physiques,un Président dont il fixe la durée des fonctions sans qu'elle puisses excéder la durée de son mandat d'administrateur.

Le Président Directeur Général ne doit pas être âgé de plus de soixante- dix ans. S'il vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office.

Le conseil peut nommer, à chaque séance, un secrétaire,même en dehors de ses membres.

En cas d'absence ou d'empêchement du Président, le Conseil désigne à chaque séance celui de ses membres présents qui doit présider la séance.

Article 18 - **DELIBERATIONS DU CONSEIL**

Les administrateurs sont convoqués aux séances du Conseil d'administration par tous moyens, même verbalement. Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du Conseil d'administration.

Les délibérations sont prises aux conditions de quorum et de majorité prévues par la Loi. En cas de partage des voix, celle du Président de la séance est prépondérante.

Article 19 - **POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Le Conseil d'adminisration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société; il les exerce dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expréssément attribués par la Loi aux Assembléés d'actionnaires.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, si elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circontances. Toutes décisions qui limiteraient les pouvoirs du Conseil seraient

CJ SA CG

inopposable aux tiers.

La compétence du Conseil d'administration s'étend à tous actes d'administration et même de disposition qui ne sont pas expressément réservés à l'Assemblée Générale par la Loi et par les présents statuts.

Le Conseil d'administration peut consentir à tous mandataires de son choix toutes délégations de pouvoirs dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la Loi et par les présents statuts.

Article 20 - **DIRECTION GENERALE -DELEGATION DE POUVOIRS-SIGNATURE SOCIALE**

1 - Le Président du Conseil d'administration assume, sous sa responsabilité,la Direction générale de la Société. Il la représente dans ses rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus, sous réserve toutefois des pouvoirs expréssement attribués par la Loi aux Assemblées Générales et au Conseil d'administration,ainsi que des dispositions de la Loi concernant les cautions,avals ou garanties.

Les désicions du Conseil d'administration limitant ses pouvoirs sont inopposables aux tiers.

Dans ses rapports avec les tiers, le Président engage la Société même par les actes qui ne relèvent pas de l'objet social ,à moins qu'elle ne prouve que les tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer, compte tenu des circonstances,étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

En cas d'empêchement temporaire ou de décès du Président, le Conseil d'administration peut déléguer un administrateur dans les fonctions de Président. En cas d'empêchement, cette délégation est donnée pour une durée limitée et renouvelable.En cas de décès,elle vaut jusqu'à l'élection du nouveau Président.

2 - Sur la proposition du Président, le Conseil d'administration peut nommer un ou plusieurs Directeurs Généraux dans les conditions prévues par la Loi.

Les Directeurs Généraux sont obligatoirement des personnes physiques.Ils peuvent être choisis parmi les administrateurs ou en dehors d'eux.

Le ou les Directeurs Généraux ,ne doivent pas être âgés de plus de soixante-dix ans. Si un Directeur Général en fonction vient à dèpasser cet âge ,il est réputé démissionnaire.

CA SA CG

Les Directeurs Généraux sont révocables à tout moment par le Conseil d'administration,sur la proposition du Président;en cas de décès ,démission ou révocation de celui-ci, ils conservent,sauf décision contraire du Conseil ,leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

En accord avec son Président, le Conseil d'administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs délégués aux Directeurs Généraux .Toutefois,la limitation de ces pouvoirs n'est pas opposable aux tiers ,vis-à-vis desquels les Directeurs Généraux ont les mêmes pouvoirs que le Président.

Lorsqu'un Directeur Général est administrateur,la durée de ses fonctions ne peut excéder celle de son mandat.

Article 21 - REMUNERATION DES ADMINISTRATEURS, DU PRESIDENT, DES DIRECTEURS GENRAUX ET DES MANDATAIRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1 -L'assemblée Générale peut allouer aux administrateurs, en rémunération de leur activité,une somme fixe annuelle,à titre de jetons de présence.Le Conseil d'administration répartit cette rémunération librement entre ses membres.

2 -La rémunération du Président du Conseil d'administration et celle du ou des Directeurs Généraux est déterminée par le Conseil d'administration.Elle peut être fixe ou proportionnelle,ou à la fois fixe et proportionnelle.

3 -Il peut être alloué par le Conseil d'administration des rémunérations exceptionnelles pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs; dans ce cas,ces rémunérations portées aux charges d'exploitations sont soumises à l'approbation de l' Assemblée Générale Ordinaire dans les conditions prévues à l'article 22 des statuts.

4 - Aucune autre rémunération ,permanente ou non, ne peut être versée aux administrateurs autres que ceux investis de la Direction Générale et ceux liés à la Société par un contrat de travail dans les conditions autorisés par la Loi.

Article 22 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET UN ADMINISTRATEUR OU UN DIRECTEUR GENERAL

Les conventions qui peuvent être passées entre la Société et l'un de ses administrateurs ou Directeurs Généraux sont soumises aux formalités d'autorisation et de contrôle prescrites par la Loi.

CD SA CG

A

Sont également soumises à autorisation préalable les conventions intervenant entre la Société et une autre entreprise, si l'un des administrateurs ou Directeurs Généraux de la Société est propriétaire, associé indéfiniment responsable,gérant, administrateur, Directeur Général, membre du Directoire ou du Conseil de surveillance de l'entreprise.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Article 23 - **COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires sont nommés et exercent leur mission de contrôle conformément à la Loi.

Ils ont pour mission permanente, à l'exclusion de toute immixtion dans la gestion,de vérifier les livres et les valeurs de la Société et de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux.

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes suppléants sont nommés, qui sont appelés à remplacer le ou les Commissaires aux Comptes titulaires en cas d'empêchement, de refus, de démission ou de décès.

TITRE IV

ASSEMBLEES D'ACTIONNAIRES

Article 24 - **NATURE DES ASSEMBLÉES**

Les décisions des actionnaires sont prises en Assemblée Générale.

Les Assemblées Générales Ordinaires sont celles qui sont appelés à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les statuts.

Les Assemblées Générales Extraordinaires sont celles appelées à dècider ou autoriser des modifications directes ou indirectes des statuts.

CD SA CG

Les Assemblées Spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée pour statuer sur une modification des droits des actions de cette catégorie.

Les délibérations des Asemblées Générales obligent tous les actionaires, même absents,dissidents ou incapables.

Article 25 - **CONVOCATION ET REUNION DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES**

Les Assemblées Générales sont convoquées soit par le Conseil d'administration ou, à défaut, par le ou les Commissaires aux Comptes, soit par un mandataire désigné par le Président duTribunal de Commerce statuant en référé à la demande d'un ou plusieurs actionnaires réunissant le dixième au moins du capital.

Pendant la période de liquidation, les Assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs.Les Assemblées Générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.

La convocation est faite quinze jours avant la date de l'Assemblée soit par lettre simple ou recommandée adressée à chaque actionnaire, soit par un avis inséré dans un Journal d' annonces légales du dèpartement du siège social.En cas de convocation par insertion, chaque actionnaire doit également être convoqué par lettre simple ou, sur sa demande et à ses frais , par lettre recommandée.

Lorsqu'une Assemblée n'a pu régulièrement délibérer , faute de réunir le quorum requis,la deuxiéme Assemblée et , le cas échéant,la deuxiéme Assemblée prorogée, sont convoquées dans les mêmes formes que la première et l'avis de convocation rappelle la date de la première et reproduit son ordre du jour.

Article 26- **ORDRE DU JOUR**

1 - L'ordre des Assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.

2 - Un ou plusieurs actionnaires,représentant au moins la quotité du capital social requise et agissant dans les conditions et délais fixés par la Loi,ont la faculté de requérir,par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, l'inscription à l' ordre du jour de l'Assemblée de projets de résolutions.

CA SA CG

RS

A

3 - L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour,lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation.Elle peut toutefois,en toutes circonstances,révoquer un ou plusieurs administrateurs et procéder à leur remplacement.

Article 27 - **ADMISSION AUX ASSEMBLEES - POUVOIRS**

1 - Tout actionnaire a le droit de participer aux Assemblées Générales et aux délibérations personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre de ses actions, sur simple justification de son identité, dès lors que ses titres sont libérés des versements exigibles et inscrits en compte à son nom depuis cinq jours au moins avant la date de la réunion.

2 - Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire dont il peut obtenir l'envoi dans les conditions indiquées par l'avis de convocation à l'Assemblée.

3 -Un actionnaire ne peut se faire représenter que par son conjoint ou par un autre actionnaire justifiant d'un mandat

Article 28- **TENUE DE L'ASSEMBLÉE - BUREAU - PROCÉS - VERBAUX**

1 - Une feuille de présence est émargée par les actionnaires présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire et le cas échéant les formulaires de vote par correspondance.Elle est certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée.

2 - Les Assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'administration ou, en son absence,par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le Conseil.

En cas de convocation par un Commissiare aux Comptes ou par mandataire de justice, l'Assemblée est présidée par l'auteur de la convocation.A défaut, l'Assemblée élit elle-même son Président .

Les deux actionnaires, présents et acceptants,représentant, tant par eux-mêmes que comme mandataires, le plus grand nombre de voix remplissent les fonctions de scrutateurs.

CD SA CG

Le bureau ainsi constitué désigne un Secrétaire qui peut être pris en dehors des membres de l'Assemblée.

Article 29 - **QUORUM - VOTE**

1 - Le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social , sauf dans les Assemblées Spéciales où il est calculé sur l'ensemble des actions de la catégorie intéréssée, le tout déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la Loi.

En cas de vote par correspondance,il ne sera tenu compte, pour le calcul du quorum que des formulaires dûment complétés et reçus par la Société trois jours au moins avant la date de l'Assemblée.

2 - Le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité du capital qu'elle représentent.Chaque action donne droit à une voix.

3 - Le vote s'exprime à main levée, ou par appel nominal,ou au scrutin secret selon ce que décide le bureau de l'Assemblée ou les actionnaires.Les actionnaires peuvent aussi voter par correspondance .

Article 30 - **ASSEMBLÉE GENERALE ORDINAIRE**

L'Assemblée Générale Ordinaire prend toutes décisions excédant les pouvoirs du Conseil d'administration et qui n'ont pas pour objet de modifier les statuts.

L'Assemblée Générale Ordinaire est réunie au moins une fois l'an, dans les six mois de la clôture de l'exercice social, pour statuer sur les comptes de cet exercice, sous réserve de prolongation de ce délai par décision de justice.

Elle ne délibère valablement,sur première convocation, que si les actionnaires présents ou représentés,ou votant par correspondance, possédent au moins le quart des actions ayant le droit de vote.

Aucun quorum n'est requis sur deuxiéme convocation.Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés ou votant par correspondance.

CD SA CG IA

Article 31 - **ASSEMBLEE GENERALE EXTRORDINAIRE**

L' Assemblée Générale Extraordinaire peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions et décider notamment la transformation de la Société en Société d'une autre forme,civile ou commerciale. Elle peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires,sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

L'Assemblée Générale Extraordinaire ne peut délibérer valablement que si les actionnaires présents ou représentés,ou votant par correspondance,possèdent au moins,sur première convocation,la moitié et,sur deuxiéme convocation,le quart des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum,la deuxième Assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

L'Assemblée Général Extraordinaire statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, ou votant par correspondance, sauf dérogation légale.

Dans les Assemblées Générales Extraordinaires à forme constitutive,c'est-à-dire celles appelées sur l'approbation d'un rapport en nature ou à l'octroi d'un avantage particulier, l'apporteur ou le bénéficiaire n'a voix délibérative ni pour lui même ni comme mandataire.

Article 32 - **ASSEMBLÉES SPÉCIALES**

S'il existe plusieurs carégories d'actions , aucune modification ne peut être faite aux droits des actions d'une de ces catégories , sans un vote conforme d'une Assemblée Générale Extraordinaire ouverte à tous les actionnaires et , en outre , sans vote également conforme d'une Assemblée Spéciale ouverte aux seuls propriétaires des actions de la catégorie intéressée.

Les Assemblées Spéciales sont convoquées et délibèrent dans les mêmes condition que les Assemblées Générales Extraordinaires sous réserve des dispositions particulières appliquables aux Assemblées de titulaies d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote.

Article 33 - **DROIT DE COMMUNICATION DES ACTIONNAIRES**

Tout actionnaire a le droit d'obtenir , dans les conditions et aux époques fixées par la Loi , communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion et le controle de la société.

CD SA CG IA

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la Loi et les règlements.

TITRE V

EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX

AFFECTATION ET RÉPARTITION DES BÉNÉFICES

Article 34 - EXERCICE SOCIAL

L'année sociale est définie à l'article 5 .

Article 35 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux Lois et usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Conseil d'Administration dresse l'inventaire des divers element de l'actif et du passif . Il dresse également les comptes annuels conformément aux dispositions du Titre II du Livre 1 er du Code du Commerce.

Il annexe au bilan un état des cautionnements , avals et garanties données par la Société et un état des suretés consenties par elle.

Il établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la Loi .

Le rapport de gestion inclut , le cas échéant , le rapport sur la gestion du groupe lorsque la société doit établir et publier des comptes consolidés dans les conditions prévues par la Loi.

Le cas échéant, le Conseil d'Administration établit des documents comptables prévisionnels dans les conditions prévues par la Loi.

Tous ces documents sont mis à la disposition des Commissaires aux Comptes dans les conditions légales et règlementaires.

Article 36 - AFFECTATION ET RÉPARTITION DES BÉNÉFICES

Sur le bénéfice de chaque exercice diminué le cas échéant des pertes antérieures,

SA CG IA

sont tout d'abord prélevées les sommes à porter en application de la Loi. Ainsi , il est prélevé 5% (cinq pour cent) pour constituer le fond de réserve légale ; ce prélevement cesse d'être obligatoire lorsque le-dit fond de réserve atteint le dixième du capital ; il reprend son cours lorsque , pour une cause quelconque , la réserve légale est descendue au-dessous de cette fraction.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en reserve en application de la Loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice , l'Assemblée Générale détermine la part attribuée aux actionnaires sous forme de dividende et prélève les sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fond de réserve facultatives , ordinaires ou extraordinaires ,ou de reporter à nouveau.

Cependant , hors le cas de réduction de capital , aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des reserves que la Loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer .

L'Assemblée Générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves facultatives soit pour fournir ou compléter un dividende ,soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas la décision indique expressement les postes de réserve sur lesquels les prélevements sont effectués.Toutefois , les dividendes sont distribués par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les pertes , s'il en existe sont après l'approbation des comptes par l'Assemblée Générale , inscrites à un compte spécial pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

Article 37 - **MISE EN PAIMENT DES DIVIDENDES**

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numeraire sont fixées par l'Assemblée Générale ou , à défaut , par le Conseil d'Administration.

Toutefois , la mise en paiment des dividendes doit avoir lieu dans un delais maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice , sauf prolongation de ce délai par outorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaitre que la Société , depuis la clôture de l'exercice précédent ,après constitution des amortissements et provisions nécessaires , déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures , ainsi que des sommes à porter

CM SA CG IA

en réserve en application de la Loi ou des statuts et comptes tenu du report bénéficiaire , a réalisé un bénéfice , il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice . Le montant de ces acomptes ne peut exceder le montant du bénéfice ainsi défini.

La Société ne peut exiger des actionnaires aucune répétition de dividende , sauf si la distribution a été effectuée en violation des disposition légales et si la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances .

L'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes . Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de la mise en paiement sont prescrits.

TITRE VI

PERTES GRAVES-ACHAT PAR LA SOCIETE TRANSFORMATION-DISSOLUTION-LIQUIDATION

Article 38 - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si , du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Conseil d'administration est tenu , dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'Assemblée Générale Extraordinaire à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée , le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum et dans le délai fixé par la Loi , réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'Assemblée Générale doit faire l'objet des formalités de publicité requises par les dispositions réglementaires applicables.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice

CJ SA CG IA

la dissolution de la Société.Il en est de même si les actionnaires n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 39 - **ACHAT PAR LA SOCIETE D'UN BIEN APPARTENANT A UN ACTIONNAIRE**

Lorsque la Société, dans les deux suivant son immatriculation, acquiert un bien appartenant à un actionnaire et dont la valeur est au moins égale à un dixiéme du capital social, un Commissiare, chargé d'apprécier, sous sa responsabilité, la valeur de ce bien, est désigné par décision de justice à la demande du Président du Conseil d'administration.

Le rapport du Commissaire est mis à la disposition des actionnaires.L'Assemblée Général Ordinaire statue sur l'évaluation du bien, à peine de nullité de l'acquisition.

Le vendeur n'a voix délibérative, ni pour lui-même ni comme mandataire.

Ces dispositions ne sont pas applicables lorsque l'acquisition est faite en Bourse ou sous le contrôle d'une autorité judiciaire ou dans le cadre des opérations courantes de la Société et conclues à des conditions normales.

Article 40 - **TRANSFORMATION**

La Société peut se transformer en Société d'une autre forme si, au moment de la transformation, elle a au moins deux ans d'existence et si elle a établi et fait approuver par les actionnaires les bilans de ses deux premiers exercices.

La décision de transformation est prise sur le rapport des Commissaires aux Comptes de la Société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en Société en Nom Collectif nécessite l'accord de tous les associés; en ce cas les conditions prévues ci - dessus ne sont pas éxigées.

La transformation en Société en Commandite Simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de tous les actionnaires devenant associés commandités.

La transformation en Société à Responsabilité Limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des Sociétés de cette forme.

SA CG IA

Article 41 - **DISSOLUTION - LIQUIDATION**

Hors les cas de dissolution prévus par la Loi, et sauf prorogation régulière , la dissolution de la Société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou à la suite d'une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommé par cette Assemblée Générale Extraordinaire aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les Assemblées Générales Ordinaires.

Le liquidateur représente la Société. Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le liquidateur qui est investi des pouvoirs les plus étendus.Il répartit ensuite le solde disponible.

L'Assemblée Générale des actionnaires peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

L'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est partagés également entre toutes les actions.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la décision éventuelle de dissolution - qu' elle soit volontaire ou judiciaire - entraîne, dans les conditions prévues par la Loi, la transmission du patrimoine social à l'actionnaire unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

TITRE VII

CONTESTATIONS

Article 42 - CONTESTATIONS

Toutes contestations susceptibles de surgir pendant la durée de la Société ou aprés sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les actionnaires , les organes de gestion ou d'administration et la Société, soit entre les actionnaires eux-mêmes,relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront jugées conformément à la Loi et soumises à la juridiction des Tribunaux compétents.

CA SA CG VA

TITRE VIII

CONSTITUTION DE LA SOCIÉTÉ

Article 43 - NOMINATION DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES AUX COMPTES

Monsieur Christophe DEMARET
demeurant 76 Rue Breteuil 13006 Marseille

Mademoiselle Barbara SEIGUE
demeurant 11 Rue Frédéric Chevillon 13001 Marseille

La Société Paysages et Jardins du Sud-Est représentée par son Gérant Monsieur Emile PERALES et dont le siège social est 11 Rue Frédéric Chevillon 13001 Marseille

Sont nommés administrateurs de la Société pour une durée de trois ans qui prendra fin à l' issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires appelés à statuer sur les comptes de l'exercice 1997 . Chacun d'eux accepte lesdites fonctions et déclare qu'il satisfait à toutes les conditions requises par la Loi et les réglements pour l'exercice du mandat d'administrateur.

Les administrateurs sont immédiatement habilités à désigner le Président du Conseil d'administration et, sur proposition éventuelle de celui-ci, le Directeur Général.

La Société GUERARD VIALA S.A 127 Rue de Montreuil 75011 PARIS
Représentée par Monsieur Louis PIGEON
NÉ LE 10 NOVEMBRE 1947 à Lyon
Domicilé 14 Rue Sainte Barbe 13001 Marseille

est nommé Commissiare aux Comptes titulaire de la Société pour les six premiers exercices sociaux

Monsieur Michel MOSSE
demeurant 127 Rue de Montreuil 75011 PARIS

est nommé Commissaire aux Comptes suppléant de la Société pour les six premiers exercices sociaux

Les Commissaires aux Comptes ont fait connaître à l'avance qu'ils accepteraient le mandat qui viendrait à leur être confié et ont déclaré satisfaire à toutes les conditions requises par la Loi et les réglements pour l'exercice dudit mandat.

SA CG IA

Article 44 - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE - IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

1 - La société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

2 - L'état des actes accomplis au nom de la Société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la Société, est annexé aux présents statuts dont la signature emportera reprise desdit engagement . Cet état a été en outre tenu à la disposition des actionnaires dans les délais légaux à l'adresse prévue du siége social.

3 - Le ou les actionnaires investis de la direction générale de la Société sont , par ailleurs , expréssément habilités , des leur nomination , à passer et à souscrire , pour le compte de la société , les actes et engagements entrant dans leurs pouvoirs statutaires et légaux . Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits , dès l'origine , par la Société , après vérification par l'assemblée Générale Ordinaire des actionnaires , postérieurement à l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Société , de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini et au plus par tard l'approbation des comptes du premier exercice social .

4 - Pour obtenir l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés , les Administrateurs et , le cas échéant , le ou les Directeurs Généraux , sont tenus de déposer au Greffe du Tribunal de Commerce une déclaration dans laquelle ils relatent toutes les opérations éffectuées en vue de constituer régulièrement la Société et par laquelle ils affirment que cette constitution a été réalisée en conformité de la Loi et des règlements .Cette déclaration est signée par ses auteurs ou par l'un ou plusieurs d'entre eux ayant reçu mandat à cet effet.

Article 45 - PUBLICITÉ - POUVOIRS

Les formalités de publicité prescrites par la Loi sont éffectuées à la diligence de la direction générale . Monsieur Christophe DEMARET est spécialement mandaté pour signer l'avis à inserer dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le dèpartement du siège social .

Fait en 5 Originaux

A Marseille le 1er Mars 1994